

APPEL A PROJETS LIFE 2025 – LIFE-2025-SAP-NAT

1. L'appel à projet 2025 – Résumé des règles principales et spécifiques

Appel à projets	LIFE-2025-SAP-NAT
Objectifs	<p>L'objectif de cet appel est de permettre une mise en œuvre intelligente et axée sur les résultats, de la législation de l'UE en matière de nature et de biodiversité et de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030.</p> <p>Plus précisément, les projets doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des mesures de conservation et de restauration de zones spécifiques afin améliorer l'état des espèces ou des habitats protégés par la législation européenne – domaine d'intervention : Espace pour la nature - Améliorer la condition des espèces par le biais d'activités autres que des mesures de conservation ou de restauration – domaine d'intervention : Sauvegarde de nos espèces <p>Ou bien assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les changements de comportement et initiatives de sensibilisation - La conformité, la participation du public et l'accès à la justice (Convention Aarhus)
Budget disponible pour cet appel	<p>Le budget disponible pour l'appel est estimé à 156.500.000 euros, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – LIFE-2025-SAP-NAT- Nature : 153.000.000 euros – LIFE-2025-SAP-NAT-GOV : 3.500.000 euros
Budget des projets	<p>LIFE-2025-SAP-NAT- Nature - Nature & Biodiversité : 2-13 millions d'euros</p> <p>LIFE-2025-SAP-NAT-GOV - Gouvernance et information sur la nature : 1-2 millions d'euros</p>

Contenu de la proposition	<ul style="list-style-type: none"> – Partie A - Informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget résumé du projet (à remplir directement en ligne). – Partie B - Description technique du projet (120 pages au maximum) – Partie C - Les indicateurs de performance du projet – Annexes obligatoires <ul style="list-style-type: none"> – Detailed budget table – Participant information – Annexes non obligatoires mais essentielles : <ul style="list-style-type: none"> – Lettres de soutien des parties prenantes du projet – Cartes des territoires/sites de mise en œuvre du projet (modèle spécifique à utiliser) – Description des sites de mise en œuvre du projet (modèle spécifique à utiliser) – Description des espèces et des habitats du projet (modèle spécifique à utiliser) – Autres annexes (ex : analyse du cycle de vie, plans d'entreprise, etc.)
Entités éligibles	<p>Toute entité légale - publique ou privé – enregistrée dans un Etat membre de l'UE (y compris les PTOM) ou dans un pays associé au programme. Il peut s'agir d'une association, PME, collectivité, etc.</p>
Taux de cofinancement	<p>Le taux de cofinancement de base est de 60%.</p> <p>Cependant, il est possible d'obtenir un taux de cofinancement de 75% si le projet est un projet qui cible <u>exclusivement</u> des habitats et des espèces prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un habitat ou une espèce prioritaire pour la mise en œuvre de la directive Habitats 92/43 de l'UE, tel qu'énuméré dans les annexes pertinentes de cette directive - Une espèce d'oiseau considérée comme "prioritaire pour le financement" par le comité pour l'adaptation au progrès technique et scientifique établi conformément à l'article 16 de la directive "Oiseaux" de l'UE 2009/14751 - Un type d'habitat ou une espèce figurant dans les annexes de la directive "Habitats" 92/43, dont l'état de conservation a été jugé défavorable-mauvais et avec une tendance à la baisse (U2-) dans les évaluations les plus récentes des

	<p>régions biogéographiques disponibles au niveau de l'UE et au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un type d'habitat ou une espèce (autre qu'une espèce d'oiseau) dont le statut de menace au niveau de l'UE a été évalué comme "en danger" ou pire dans la version publiée la plus récente d'une liste rouge des espèces européenne ou d'une liste rouge des habitats européens, y compris dans les territoires non couverts par ces listes - Tout autre habitat ou espèce dans des territoires non couverts par les listes rouges européennes des espèces ou des habitats, et dont l'état de menace a été évalué comme "en danger" ou pire dans la version publiée la plus récente des listes rouges mondiales des espèces ou des habitats de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). - Dans des cas exceptionnels et sous réserve de preuves scientifiques évaluées par des pairs, toute espèce nouvellement décrite qui devrait être considérée comme menacée mais qui n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation de la liste rouge de l'UICN au niveau de l'UE ou au niveau mondial.
Durée des projets	Entre 36 et 84 mois (indicatif)
Consortium	Pas de conditions spécifiques.
Lieu de mise en œuvre	Le projet doit être mis en œuvre dans un pays éligible, c'est-à-dire sur le territoire de l'Union européenne (y compris les PTOM) et les Etats associés au programme (et à de rares exceptions et dans des cas justifiés ayant une plus-value pour l'UE, dans des pays tiers).
Activités éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre au point, démontrer, promouvoir et stimuler le passage à l'échelle des techniques, méthodes et approches innovantes pour atteindre les objectifs de l'UE en matière de biodiversité. - Contribuer et appliquer les meilleures pratiques, notamment en matière de gestion du réseau N2000 (l'innovation est cependant toujours appréciée). - Amélioration de la gouvernance dans certains domaines, renforcement des capacités des acteurs publics ou privés, implication de la société civile, etc. - Catalyser le déploiement à grande échelle des solutions techniques et politiques réussies pour la mise en œuvre de la législation et la politique de l'UE : mobilisation

	d'investissement, amélioration de l'accès au financement, reproduction de résultats et ajouts d'objectifs de politiques connexes
Critères d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Pertinence - Impact - Qualité - Ressources <p>Chaque critère est noté sur 20</p> <p>Le score minimum par critère est de 10/20.</p> <p>Note maximale : 100.</p> <p>Note minimum pour admissibilité : 55/90</p> <p>5 points bonus offrant chacun 2 points supplémentaires.</p>
Périodicité	1 appel par an, pour la programmation 2021-2027
Procédure de sélection	Appel à projet en 1 étape

2. Calendrier

- Ouverture de l'appel à projets : 24 avril 2025
- Date limite de soumission : **23 septembre 2025 à 17h CET**
- Résultats : Février/mars 2026
- Signature du Grant Agreement : Mai/Juin 2026

3. Conditions spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :

Cet appel à projets 2025 définit des règles spécifiques budgétaire concernant l'éligibilité des coûts. Les coûts unitaires des frais de voyage et de subsistance ne sont pas éligibles à cet appel à projet. Cependant, les coûts réels des frais de voyages et de subsistance sont éligibles.

4. Les priorités spécifiques

LIFE-2025-SAP-NAT- Nature et Biodiversité	
Critères de priorisation	
L'urgence en termes de conservation	<ul style="list-style-type: none"> - Les habitats ou les espèces dont l'état de conservation est le plus mauvais : défavorable et en déclin (U1- et surtout U2-) ou en danger ou pire sur les listes rouges européennes - Pour les espèces non couvertes par la législation européenne et pour les oiseaux se référer à la liste rouge européenne ou globale de l'UICN : les espèces prioritaires sont les espèces « en danger » ou pire
L'alignement avec les politiques européennes	<ul style="list-style-type: none"> - La législation européenne sur la nature et la biodiversité (Directives Habitats, Directives Oiseaux et règlement sur les espèces exotiques envahissantes) - La stratégie Biodiversité 2030 de l'UE
1. Priorités politiques de la législation européenne pour la nature et la biodiversité	
Directive Habitats et Oiseaux	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets doivent mettre en œuvre des objectifs concrets issus des cadres d'action prioritaires (CAP), des plans nationaux de restauration ou d'autres stratégies officielles en matière de biodiversité, adoptées à différents niveaux, avec des actions spécifiques, mesurables, budgétées et planifiées dans le temps. - Les activités doivent se concentrer sur la réalisation des objectifs de conservation des sites Natura 2000 ou, pour les pays où les directives "Oiseaux" et "Habitats" ne s'appliquent pas, sur des réseaux équivalents de zones protégées, en améliorant l'état des espèces et habitats ciblés
Règlement espèces exotiques envahissantes	Les projets doivent également viser à réduire les causes de mortalité des espèces protégées (comme l'empoisonnement ou les prises accidentelles), prévenir les conflits entre acteurs, et renforcer l'acceptation et la coexistence avec ces espèces.
2. Priorités politiques de la stratégie biodiversité 2030 de l'UE	

Mise en place d'un réseau cohérent de zones protégées	<p>Contribuer à l'objectif de protection juridique de 30% de la superficie terrestre et de 30% de la surface maritime de l'UE et à l'intégration des corridors écologiques.</p> <p>Contribuer à l'objectif de protection stricte d'au moins 1/3 des zones protégées de l'UE.</p>
Mise en œuvre des objectifs de l'UE en matière de restauration de la nature pour les espèces et les habitat	<p>Amélioration l'état des espèces et habitats couverts par les directives européennes sur la nature par des approches transnationales ou transfrontalières.</p> <p>Mise en œuvre des plans nationaux de restauration</p>
Restaurer les écosystèmes dégradés et riches en carbone et/ou prévenir et réduire l'impact des catastrophes naturelles	<p>Restauration d'écosystème dégradés riches en carbone.</p> <p>Déploiement d'infrastructure vertes et bleues ainsi que d'autre solutions fondées sur la nature et actions de restauration visant à réduire l'impact des catastrophes naturelles, visant à améliorer la gestion des terres et de l'eau par des approches basées sur les écosystèmes.</p>
Améliorer la santé et la résilience des forêts	<p>Développement de pratiques forestières plus proche de la nature.</p> <p>Renforcement de la gestion durable des forêts en vue de l'adaptation au climat et de la résilience des forêts.</p>
Inverser le déclin des pollinisateurs	<p>Mise en œuvre de la priorité II "<i>Améliorer la conservation des pollinisateurs et s'attaquer aux causes de leur déclin</i>" de la stratégie révisée de l'UE pour les pollinisateurs.</p> <p>Restauration d'habitats importants pour le cycle de vie des pollinisateurs sauvages.</p> <p>Amélioration des communautés de pollinisateurs.</p>
Rendre la nature aux terres agricoles	<p>Projets mettant en œuvre des approches innovantes pour restaurer la biodiversité dans les agroécosystèmes tout en apportant des bénéfices concrets aux agriculteurs et aux communautés.</p>
Recréer des écosystèmes fonctionnels et ramener la nature dans les zones urbaines et périurbaines	<p>Projets visant la restauration de la biodiversité en ville à travers des infrastructures vertes et des solutions fondées sur la nature intégrée aux plans locaux.</p>
Rétablir le bon état écologique des écosystèmes marins et d'eau douce	<p>Projets de restauration visant à améliorer l'état de conservation des milieux aquatiques, notamment par la reconnexion des rivières et la suppression des barrières obsolètes.</p>

LIFE-2025-SAP-NAT-GOV - Gouvernance et information

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Changer de comportement et initiatives de sensibilisation - Assurance de conformité, participation du public et accès à la justice | <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la sensibilisation aux questions de conservation de la nature et de la biodiversité - Soutien de la communication, la gestion et la diffusion d'information et faciliter le partage de connaissances sur les solutions et pratiques réussies, dans le domaine de la conservation de la nature et de la biodiversité - Promouvoir une meilleure gouvernance environnementale dans le domaine de la conservation de la nature et de la biodiversité - Promouvoir la participation effective du public et l'accès à la justice dans les domaines de la politique et de la législation relatives à la nature et à la biodiversité auprès du public, des ONG, des avocats, du pouvoir judiciaire et des administrations publiques - Etablir de nouveaux réseaux transfrontaliers, nationaux ou régionaux de praticiens ou d'experts en matière d'assurance de la conformité ou, le cas échéant, en renforçant les réseaux existants - Etablir ou améliorer les qualifications professionnelles et la formation d'améliorer le respect des instruments juridiques contraignants de l'UE en matière de nature et de biodiversité, par la promotion, la vérification et le contrôle du respect de la législation - Elaboration et mise en œuvre de stratégies et de politiques et/ou élaboration et l'utilisation d'outils et d'actions innovants pour promouvoir, contrôler et faire respecter les instruments contraignants de l'UE relatif à la Nature et la Biodiversité - Améliorer les systèmes d'informations pertinents gérés par les autorités publiques - S'engager auprès des citoyens et d'autres acteurs pour promouvoir et contrôler le respect de la législation et garantir l'application de la responsabilité environnementale |
|---|--|